

Coopération technologique entre le Canada et la France

L'intensification de la coopération technologique entre le Canada et la France est l'un des objectifs majeurs de la Division économique et commerciale de l'Ambassade du Canada à Paris. Même si ce genre de coopération a déjà porté ses fruits, il peut être amélioré encore plus, par le biais de différents projets et programmes. Ceux-ci constituent un dispositif important qui pourrait, au cours des prochaines années, permettre d'accroître de façon notable la coopération technologique entre la France et le Canada.

1 Les projets EUREKA

Dans le cadre de l'initiative EUREKA, les pays européens préparent actuellement des projets visant à favoriser la mise au point de l'exploitation commerciale de techniques de pointe et de nouveaux produits dans une vaste gamme de secteurs stratégiques. Le rôle clé de la France dans cette initiative vient confirmer l'importance que ce pays accorde à l'intensification de la coopération technologique. Depuis 1985, 109 projets EUREKA ont été approuvés. Les 19 gouvernements européens participant à cette initiative ont investi environ 7,7 milliards de dollars pour soutenir des projets de développement technologique. Ces projets visaient directement la mise sur le marché de produits, procédés ou services nouveaux de haut niveau technologique, mis au point par des entreprises et des laboratoires de recherche des pays EUREKA. Ils tendent tous vers un but commun qu'ils ont convenu d'appeler « Europe 1992 ». Leur objectif est d'accentuer l'évolution technologique des entreprises européennes, de leur apprendre à travailler ensemble, et de bâtir peu à peu les standards et les

normes qui régiront, dans la pratique puis dans les textes, le grand marché unique européen de 350 millions d'habitants qui doit se mettre en place progressivement d'ici 1992.

La participation du Canada aux projets EUREKA est assurée par le biais du Programme du gouvernement canadien en vue de la recherche des possibilités technologiques en Europe (PRPTE). D'un budget biennal de 20 millions de dollars canadiens, ce programme est destiné à soutenir, jusqu'à concurrence de 50 p. 100, la participation d'entreprises canadiennes à des projets EUREKA. (Voir *Adresses utiles* en annexe.)

Les projets EUREKA touchent différents domaines, soit la biotechnologie et la biomédecine, les communications, l'énergie, l'environnement et la technologie marine, l'informatique et l'électronique.

2 Le Programme d'apports technologiques

Toujours dans le but d'atteindre ses objectifs en matière de commerce avec la France, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du ministère des Affaires extérieures, a mis en place le Programme d'apports technologiques (PAT). Le PAT a pour objet de faciliter la collaboration internationale qui générera l'innovation technologique nécessaire à la conception de produits, de procédés ou de services canadiens nouveaux ou améliorés. (Voir *Adresses utiles* en annexe.)

En plus de fournir aux exportateurs canadiens un appui financier pour les aider à se familiariser avec les techniques étrangères répondant à leurs besoins, il met à la disposition des entreprises canadiennes le personnel en poste à l'étranger capable de faciliter le développement de ces collaborations technologiques internationales.

3 Le Programme d'aide à la recherche industrielle et le réseau de conseillers régionaux

Les conseillers en technologie industrielle du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) du Conseil national de recherches (Réseau de conseillers régionaux) peuvent vous aider à présenter vos demandes et propositions. Ils figurent dans les Pages jaunes de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Technologie — Programmes d'aide ».

4 Foires commerciales

L'Ambassade du Canada à Paris a pris l'initiative de louer 100 m² au Salon international des technologies du futur (Toulouse, 1987). Le Canada mène une politique active pour que la technologie canadienne y soit présente, ce qui facilitera grandement la mise en oeuvre des autres programmes en diffusant une image « high tech » des entreprises canadiennes auprès des détenteurs européens des technologies.